

L'approche par étape que nous avons adoptée a été illustrée la semaine dernière lorsque sept membres du cabinet mexicain - la délégation la plus importante jamais reçue de ce pays - sont venus à Ottawa rencontrer dix ministres de notre Cabinet. Le but était de jeter les bases d'une relation nouvelle et plus vaste. Un certain nombre d'accords seront signés lorsque le Premier ministre se rendra au Mexique en mars. Ils porteront sur divers sujets allant de la coopération en recherche agricole à l'expansion du tourisme, des systèmes améliorés de statistique à l'expansion du commerce et de la coopération environnementale à la lutte conjointe contre la drogue.

Le Mexique a annoncé que le resserrement des liens avec le Canada se situe au premier rang de ses priorités en politique étrangère. Inversement, l'établissement de nouvelles relations avec le Mexique constitue la clé de la stratégie canadienne en Amérique latine.

J'aimerais maintenant parler de l'Organisation des États américains. L'OEA n'est qu'un élément de notre stratégie en Amérique latine et elle ne peut, à elle seule, régler les problèmes de l'hémisphère. Il appartient davantage aux pays de l'hémisphère de s'attaquer à ces problèmes. Les imperfections de l'OEA ne sont que le reflet des imperfections de ses membres.

Mais l'OEA a un rôle à jouer, un rôle qui pourrait être renforcé.

C'est justement dans ce but que le Canada a été invité à siéger à un groupe de travail de l'OEA.

Il faut faire de l'OEA une tribune plus propice à la tenue d'un dialogue politique utile. Mais, pour cela, il n'existe pas de solution magique. Les Nations Unies, qui vivent actuellement une renaissance, ont marqué des points non pas à la suite d'une révision de leur charte ou de leurs procédures. Simplement, l'organisation est prise plus au sérieux par ses membres, surtout par l'Union Soviétique. Il faut donc explorer tous les moyens qui permettront à l'OEA d'être prise plus au sérieux par ses membres.

La polarisation des débats de l'OEA est à l'origine d'une très grande sensibilité à tout ce qui risque de porter atteinte à la souveraineté des États de la région. Cette sensibilité a limité l'efficacité de l'OEA comme tribune politique. Et l'OEA doit devenir un lieu de véritable dialogue, où les désaccords peuvent être résolus.

Un moyens qui pourrait se révéler utile consisterait à donner au Secrétaire général les ressources voulues pour suivre de près et analyser l'évolution de certaines situations, ce qui pourrait ensuite donner lieu à un débat au sein de l'OEA ou inciter le Secrétaire général à prendre d'autres mesures. Je pense ainsi au genre de Secrétariat politique qui s'est avéré extrêmement utile au Secrétaire général des Nations Unies.

En deuxième lieu, on pourrait aussi encourager le Secrétaire général à recourir au nouveau pouvoir qui lui a été confié en 1988 et qui consiste à porter à l'attention des membres de l'OEA les questions qui à son avis risquent de menacer la sécurité de la région.